

T76R421
E88
2003/04
QL
P. gouv.

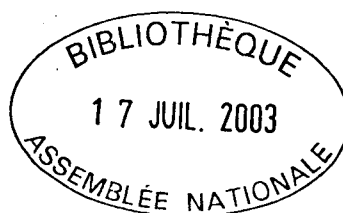
Commission
des relations
du travail

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.....	2
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	3
3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	4
4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2003.....	5
70. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la Commission municipale du Québec pour 2002-2003.....	6
81. Au cours des cinq dernières années (Commission des relations du travail et Tribunal du travail), nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du <i>Code du travail</i> et décisions. Ventilation par année.....	13
82. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du <i>Code du travail</i> et nature des ordonnances.....	14
83. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....	15
84. États de situation concernant la Commission depuis sa création.....	16
85. Budget de fonctionnement de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.....	17
86. Effectifs de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.....	18
87. Délais moyens des décisions de la Commission en général et par type de décision.....	19

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.
 - Mandat à la S.I.Q. d'aménager les locaux de la présidence au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal. Travaux terminés en septembre 2002.
 - Mandat à la S.I.Q. d'aménager une salle d'audience, quatre salles de conciliation et sept salles de caucus au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal.
 - Mandat à la S.I.Q. de rechercher dans la ville de Québec à proximité des grands circuits d'autobus un local d'une superficie approximative de 2 000 mètres carrés pour regrouper dans un même édifice le siège social, le bureau régional, le greffe et les salles d'audiences actuellement répartis dans quatre lieux.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

Voir la réponse à la question 85.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement d'un organisme public n'est accessible que par consultation sur place.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2003.

S/O

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

(QUESTION ADRESSÉE AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DU SPORT ET DU LOISIR, MAIS PORTANT SUR DES ACTIVITÉS MAINTENANT DÉVOLUES À LA C.R.T. RELEVANT DU MINISTRE DU TRAVAIL).

70. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la Commission municipale du Québec pour 2002-2003.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 150 (Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal) en 2001, c'est la Commission des relations du travail (anciennement le Bureau du commissaire général du travail «B.C.G.T.») qui reçoit et traite les plaintes de destitution/suspension des cadres et de certains employés municipaux.

Les listes détaillées des plaintes déposées en 2001-2002 et 2002-2003 suivent.

**Tableau 1 :
Liste détaillée des plaintes de destitution 2001-2002**

No cas	Date réception	Nom des parties	État du dossier
CM10101999	2001-04-27	Roger Carrier	Décision : Désistements, règlements
		Municipalité du canton de Potton	
CM10104056	2001-07-10	Roger Archambault	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Le Gardeur	
CM10104731	2001-08-07	Marc Beaulieu	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Terrebonne	
		Ville de Terrebonne	
CM10108491	2001-11-30	Jean Turcotte	Décision : Désistements, règlements
		Ville de St-Gabriel	
CM10109019	2001-12-13	Lucie Dallaire	Cas Sine Die
		Ville de Saint-Jean-Iberville	
CM10109477	2001-12-21	Nicole Martel	Cas Sine Die
		Ville de St-Césaire	
		Ville de Marieville	
CM10109871	2002-01-17	François Hétu	Cas assignés aux commissaires
		Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	
CM10110053	2002-01-23	Jocelyne Charbonneau	Cas assignés aux commissaires
		Ville de Blainville	
CM10110068	2002-01-25	Charles David Robinson	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Gatineau	
CM10110465	2002-02-06	Armand Fichaud	Cas Sine Die
		Ville de Montréal comité de transition M.Normand Gauthier	
CM10110468	2002-02-07	Sylvain Gagnon	Décision : Désistements, règlements
		Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	
CM10110517	2002-02-05	Louise Pépin	Cas inactifs suite à la demande des parties
		Ville de Saint-Jérôme	
CM10111809	2002-03-21	Pascal Richard	Cas inactifs suite à la demande des parties
		Corporation Municipale du Canton d'Aumond	
CQ10101786	2001-04-19	Ville de Cabano	Cas référés aux tribunaux
		Jean-Marc Beaulieu	
CQ10101843	2001-04-23	Ville de Baie-Saint-Paul	Décision : Accueillies
		Raymond Bard	

CQ10103014	2001-06-01	Nicole Christopherson	Décision : Désistements, règlements
		Municipalité de Ste-Geneviève-de-Batiscan	
CQ10103460	2001-06-13	Ville de Disraéli	Décision : Désistements, règlements
		Luc Goulet	
CQ10103594	2001-06-18	Municipalité de Saint-Raphaël	Décision : Rejetées
		Rachel Lamontagne	
CQ10105208	2001-08-22	Municipalité de Manseau	Décision : Désistements, règlements
		René Sylvestre	
CQ10106087	2001-10-02	Jacques Paré	Décision : Désistements, règlements
		Ville de La Tuque	
CQ10108281	2001-11-22	Ville de Cabano	Décision : Désistements, règlements
		Jean-Marc Beaulieu	
CQ10108933	2001-12-05	Ville de Shawinigan	Cas référés aux tribunaux
		Marc Forest	
		Ville de Shawinigan-Sud	
CQ10109773	2001-12-28	Municipalité d'East-Broughton	Cas assignés aux commissaires
		Marc-André Grondin	
CQ10109905	2002-01-22	Ville de Shawinigan	Cas référés aux tribunaux
		Marc Forest	
		Ville de Shawinigan-Sud	
CQ10110488	2002-02-07	Ville de Shawinigan	Cas référés aux tribunaux
		Ville de Shawinigan-Sud	
		Marc Forest	
CQ10110726	2002-02-18	Jean-Guy Duguay	Décision : Rejetées
		Ville de Paspébiac	

**Tableau 2 :
Liste détaillée des plaintes de suspension 2001-2002**

No cas	Date réception	Nom des parties	État du dossier
CM10102003	2001-04-25	Raymond Zizian	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Boisbriand	
CM10102173	2001-05-01	Monique Paiement	Décision : Rejetées
		Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	
CM10104923	2001-08-15	François Drouin	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Boisbriand	
CM10108210	2001-11-15	Richard Sun	Décision : Désistements, règlements
		Cité de Côte Saint-Luc	
CM10110619	2002-02-14	Jocelyn Leroux	Décision : Rejetées
		Municipalité de St-Liboire	
CQ10104003	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Hélène Boies	
CQ10104004	2001-07-10	Yves Darveau	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Chicoutimi	
CQ10104005	2001-07-10	Sabin Gilbert	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Chicoutimi	
CQ10104006	2001-07-10	Jean-François Boivin	Décision : Désistements, règlements
		Ville de Chicoutimi	
CQ10104007	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Daniel Coulombe	
CQ10104008	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Gilles Morissette	
CQ10104009	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Gaston Jalbert	
CQ10104010	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Réjean Julien	
CQ10104011	2001-07-10	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Pierre Guérin	
CQ10104035	2001-07-11	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Denis Tremblay	
CQ10104036	2001-07-11	Ville de Chicoutimi	Décision : Désistements, règlements
		Normand Bouchard	

**Tableau 3 :
Liste détaillée des plaintes de destitution 2002-2003**

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
CM10113040	2002-04-08	Linda Melanson	Désistement, règlement
		Municipalité de St-Zénon	
CM10113081	2002-05-01	Norman Pilon	Audience prévue le 12 novembre 2003
		Municipalité de Bristol	
CM10113987	2002-06-03	Yvon Dubé	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 10 octobre 2002 annulée
		Ville de Berthierville	
CM10114193	2002-05-27	Serge Lacasse	Désistement, règlement
		Ville de Chambly	
CM10114513	2002-06-25	Jean Boileau	Désistement, règlement
		Ville de Gatineau	
CM10115294	2002-07-25	Marcel Patry	Désistement, règlement
		Municipalité la Pêche	
CM10116158	2002-08-30	Michel Robert	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 2 décembre 2002 annulée
		Ville de Longueuil	
CM10116484	2002-09-12	Stéphan Dyrda	Désistement, règlement
		Municipalité de Elgin	
CM10117252	2002-10-08	Pascal Richard	Désistement, règlement
		Corporation Municipale du Canton d'Aumond	
CM10117836	2002-10-30	Jocelyn Leroux	Cas SINE DIE – Audience du 10 février 2002 remise
		Corporation municipale du Canton de St-Valérien de Milton	
CM10117942	2002-11-04	Sylvie Roberge	Désistement, règlement
		Ville de Repentigny	
CM10118201	2002-11-12	Claudine Mercier Richard	Audience prévue le 2 juillet 2003
		Ville de Repentigny	
CM20000097	2002-11-28	Michel Trudel	Cas SINE DIE – Audience du 19 mars 2003 annulée
		Ville de Mont-Tremblant	
CM20000140	2002-12-02	Pierre Dubé	Audience prévue le 1 ^{er} octobre 2003
		Ville de Montréal	
		Commission des services électriques de la ville de Montréal	
CM20000429	2002-12-11	Martine Lapointe	Désistement, règlement

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
		Ville d'Otterburn Park	
CM20000649	2002-12-19	Philippe Y. Dupuis	Cas SINE DIE – Audience du 16 juin 2003 annulée
		Municipalité de Franklin	
CM20000697	2002-12-23	Marie-France Gamache	Audience prévue le 16 septembre 2003
		Ville de Montréal	
CM20001683	2003-02-11	Normand Paradis	Audience prévue le 8 octobre 2003
		Ville de Farnham	
CM20002085	2003-02-28	François Hétu	Audience prévue le 25 juin 2003
		Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	
CQ10112393	2002-04-12	Céline Rodrigue	Désistement, règlement
		Ville de Ste-Marie	
CQ10112841	2002-04-26	Municipalité de Saint-Hilarion	Cas référé en cour supérieure
		Robert Rochefort	
CQ10113705	2002-05-24	Diane Vachon	Désistement, règlement
		Corporation municipale de Ste-Rose-de-Watford	
CQ10114401	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Michel Laliberté	
CQ10114402	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Deny Blouin	
CQ10114403	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Michel Bernier	
CQ10114404	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Christian Brière	
CQ10114405	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		André Poisson	
CQ10114406	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Marie Parent Tremblay	
CQ10114407	2002-06-21	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Alain Francoeur	
CQ10114408	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Marcel Rodrigue	
CQ10114409	2002-06-19	Ville de Lévis	Cas en délibéré
		Claude Guérin	
CQ10114636	2002-06-28	Ville de Lévis	Cas en délibéré

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
		Denis Fradette	
CQ10114637	2002-06-28	Ville de Lévis	Cas inactif suite à la demande des parties - Audience du 27 août 2002 remise à la demande de la plaignante
		Agathe Lapointe-Cloutier	
CQ10115087	2002-07-15	Samantha Goodwin	Rejetée
		Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	
CQ10115254	2002-07-24	Marc Forest	Cas inactif suite à la demande des parties – Audience du 30 septembre 2002 remise à la demande de l’employeur
		Ville de Shawinigan	
CQ10118327	2002-11-20	Carmain Laporte	Désistement, règlement
		Ville de Mont-Joli	
CQ20000728	2002-12-23	Ville de Cabano	Audience prévue le 6 août 2003
		Jean-Marc Beaulieu	
CQ20001803	2003-01-29	Corporation Municipale de St-Adelme	Désistement, règlement
		Daniel Imbeault	
CQ20002024	2003-02-20	Rina Tremblay	Cas SINE DIE – Audience du 8 mai 2003 annulée
		Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	
CQ20002968	2003-03-24	Municipalité de la Paroisse de St-Marcellin	Désistement, règlement
		Marie-Claire Blais	

Tableau 4 :
Liste détaillée des plaintes de suspension 2002-2003

No cas	Date de réception	Nom du client	État du dossier
CM10112754	2002-04-03	Michel Belhumeur	Cas inactif suite à la demande des parties – Conférence préparatoire du 1 ^{er} novembre 2002 annulée
		Ville de Deux-Montagnes	
CM10116215	2002-09-04	Claude Pharand	Cas en délibéré
		Ville de Gatineau	
CM20001723	2003-02-12	Bruce Dobbie	Cas inactif suite à la demande des parties – Audience du 5 mai 2003 remise à la demande des parties
		Ville de Lachute	

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

81. Au cours des cinq dernières années (Commission des relations du travail et Tribunal du travail), nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du *Code du travail* et décisions. Ventilation par année.

NOMBRE DE CAS REÇUS - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES						
Nombre de cas	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Total
45.01*	633	806	693	726	523	3381
45.03*				13	19	32
45.76*			4	29	4	37
46.01*	16	35	23	17	16	107
46.76*			1	5	5	11
TOTAL	649	841	721	790	567	3568

* Définition:

45.01: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle).

45.03: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) suite à un transfert de juridiction du fédéral au provincial.

45.76: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) dans le monde municipal.

46.01: Requête en résolution de difficultés.

46.76: Requête en résolution de difficultés dans le monde municipal.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

82. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail* et nature des ordonnances.

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES						
Nombre de cas	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Total
45.01*	910	775	773	519	596	3573
45.03*					1	1
45.76*			4	26	7	37
46.01*	17	53	38	20	17	145
46.76*				3	7	10
TOTAL	927	828	815	568	628	3766
* Définition:						
45.01: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle).						
45.03: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) suite à un transfert de juridiction du fédéral au provincial.						
45.76: Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) dans le monde municipal.						
46.01: Requête en résolution de difficultés.						
46.76: Requête en résolution de difficultés dans le monde municipal.						

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES - ARTICLES 45 ET 46 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES						
Décision /Année	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Total
Accueillies	717	637	577	397	456	2784
Désistements/règlements	156	105	154	113	141	669
Rejetées	54	86	84	58	31	313
TOTAL	927	828	815	568	628	3766

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

83. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)			
POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES			
	1998-1999		Nombre de décisions
	Imputable CRT	total	
Loi sur les normes du travail	206	310	4054
Code du travail	222	340	4320
TOTAL	214	326	8374
1999-2000			
Loi sur les normes du travail	231	325	4226
Code du travail	316	395	4480
TOTAL	375	361	8706
2000-2001			
Loi sur les normes du travail	223	345	4007
Code du travail	303	398	4420
TOTAL	259	363	8427
2001-2002			
Loi sur les normes du travail	186	349	3893
Code du travail	248	400	4667
TOTAL	217	371	8560
2002-2003			
Loi sur les normes du travail	182	336	3649
Code du travail	219	347	4631
TOTAL	199	334	8280

Pour les nouveaux pouvoirs de la C.R.T. voir tableau à la question 87.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

84. État de situation concernant la Commission depuis sa création.

La C.R.T. est chargée d'assurer la procédure d'accréditation et de régler toute plainte de contravention au *Code du travail* de manière plus administrative que judiciaire. En ce sens, elle représente l'instance décisionnelle unifiée dans le domaine des relations du travail au Québec. Sa mise en place a entraîné l'abolition du Bureau de commissaire général du travail (B.C.G.T.) et du Tribunal du travail ainsi que le transfert, à cette nouvelle instance, de l'essentiel de leurs responsabilités décisionnelles dans le domaine des rapports collectifs de travail et du droit de l'emploi prévu dans plusieurs lois.

Ainsi, la Commission peut notamment entériner des accords de conciliation, émettre des ordonnances, y compris des ordonnances de vote sur la convention collective et des ordonnances de sauvegarde, et réviser ses propres décisions.

Ainsi, entre le 25 novembre 2002 et le 10 juin 2003, la Commission a rendu 41 décisions en vertu de ses nouveaux pouvoirs d'ordonnance.

ARTICLE	SUJET	NOMBRE DE DÉCISIONS
58.2	Ordonnance de vote sur la convention collective	5
114, 118, 119	Ordonnance reliée à une accréditation	32
114, 118, 119	Ordonnance sans accréditation	4

Pendant cette période, la Commission a rendu 4 719 décisions, dont 2 386 ont porté sur le *Code du travail* et 2 285 sur la *Loi sur les normes du travail*.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

85. Budget de fonctionnement de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.

	Budget 2002-2003 (4mois)	Budget 2002-2003 annualisé	Demandes budgétaires 2003-2004
01 Traitement régulier	2 860 400	8 204 004	8 384 505
02 Traitement occasionnel	—	—	279 745
RÉMUNÉRATION	2 860 400	8 204 004	8 664 250
03 Transport et communication	192 000	550 681	544 755
04 Services professionnels	445 900	1 278 900	1 193 440
05 Entretien et réparations	28 300	81 168	26 000
06 Location	307 900	883 098	1 420 555
07 Fournitures et approvisionnement	25 500	73 137	55 000
08 Matériel et équipements	25 900	74 285	45 000
11 Autres dépenses	172 300	494 179	2 000
FONCTIONNEMENT	1 197 800	3 435 448	3 286 750
67 AMORTISSEMENT	—	—	129 000
67 INVESTISSEMENT	220 000	630 989	190 000
TOTAL	4 278 200	12 270 441	12 270 000

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

86. Effectifs de la Commission en 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004.

Effectifs 2002-2003
Répartition du personnel par catégorie d'emploi
Au 31 mars 2003

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Hors cadre/Cadre	5	0	5
Commissaire	29	0	29
Professionnel	33	6	39
Technicien	9	0	9
Employé de bureau	33	2	35
Stagiaire	0	1	1
Total	109	9	118

Prévision effectifs 2003-2004

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Hors cadre/Cadre	8	0	8
Commissaire	29	0	29
Professionnel	31	6	37
Technicien	9	0	9
Employé de bureau	33	2	35
Stagiaire	0	0	0
Total	110	8	118

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

87. Délais moyens des décisions de la Commission en général et par type de décision.

DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)			
Cas terminés entre le 25 novembre 2002 et le 31 mars 2003			
Lois et articles			Nombre de décisions
	Imputable CRT	Délai total	
Code du travail	216.7	317.3	1458
Art. 16	348.2	514.3	225
Art. 16.1	215.7	343.7	119
Art. 25	331.1	399.6	52
Art. 25.1	101.7	170.5	219
Art. 25.2	224.1	362.7	94
Art. 39	222.3	324.4	412
Art. 41	163.6	180.3	89
Art. 45	200.1	281.3	193
Art. 47.3 Mesure disciplinaire	33.5	33.5	8
Art. 47.3 Renvoi	69.3	69.3	26
Art. 49	219.3	367.4	21
Loi sur les normes	190.8	317.6	1340
Art. 122	131.3	252.2	805
Art. 124	287.1	417.6	522
Art. 128	211.5	348.9	13
Total	204.3	316.5	2820

* Définitions :

Art.16CT: Plainte en mesures disciplinaires autres que congédiement.

Art.16.1CT: Plainte en congédiement.

Art.25 CT : Requête en accréditation autres

Art.25.1CT : Requête en accréditation, champs libre.

Art.25.2CT: Requête en accréditation, conflit.

Art.39CT: Requête en modification d'accréditation autre que 39.1.

Art. 41 : Requête en révocation d'accréditation.

Art.45CT: Requête en transmission des droits et obligations (totale ou partielle)

Art. 47.3 CT :Plainte pur manquement au devoir de juste représentation.

Art.49 C.T. : Révision des décisions du B.C.G.T.

Art.122LNT : Plainte en congédiement selon la Loi sur les normes du travail.

Art.122.2LNT : Plainte en congédiement pour cause de maladie selon la Loi sur les normes du travail.

Art.124LNT : Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante selon la Loi sur les normes du travail.

Art.128LNT : Fixation d'indemnité.

Nouveaux pouvoirs de la C.R.T.

DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (jours de calendrier)			
Cas terminés entre le 25 novembre 2002 et le 31 mars 2003			
Lois et articles			Nombre de décisions
	Imputable CRT	Délai total	
Code du travail	24	29	34
Art. 127 : Demande de révision –Vice de fond ou de procédure	67	68	2
Art. 127 : Demande de surseoir à une décision	19	19	2
Art. 127 : Révision ou révocation d'une décision ou d'un ordre	55	66	2
Art. 129 : Demande pour dépôt en Cour supérieure	10	10	10
Art. 137.10 : Demande de récusation	15	20	6
Art. 58.2 : Ordonnance de vote sur la convention collective	15	15	2
Art. 114,118,119 : Ordonnance reliée à une accréditation	25	38	8
Art. 114, 118, 119 : Ordonnance sans accréditation	61	61	2
TOTAL	24	29	34